

# Militant ouvrier depuis 45 ans, je ne peux plus voter pour cette gauche-là !



Actuellement retraité et âgé de 69 ans, militant ouvrier pendant plus de 45 années, certains me considèrent comme une sorte de gauchiste déclassé ou un crypto-raciste (crypto-facho) qui s'ignorerait... Je ne suis ni l'un ni l'autre !

En 2020, voici comment je me présentais à un éditeur. Je ne change pas les termes parce que je déteste le reniement :

*« Je fais partie de ces gens qui aiment bien comprendre le monde et la société pour mieux les appréhender et y trouver leur place. J'ai toujours combiné cette envie d'apprendre à une autre qui me semble essentielle, c'est celle d'essayer d'influer sur le cours des choses. Issu d'une famille pauvre qui subissait les coups de cette fausse société « démocratique », j'ai vite compris que l'on ne pouvait pas s'en émanciper en faisant l'autruche ou en se réfugiant dans*

le rêve béat. J'ai eu la chance, malgré tout, à mes douze ans, d'être admis dans des écoles militaires préparant à la carrière d'officier (Le Mans et Autun), ce qui, au bout du compte, m'a aidé à m'instruire et à forger mon caractère malgré un certain antimilitarisme. Après six années d'enfant de troupe, j'ai abordé en 1972 ma vie civile comme un rebelle lâché dans les bois ; j'ai souvent fait confiance à mon instinct et aussi à l'inébranlable conviction qu'il existe toujours une solution à tout problème. J'ai un tempérament plutôt optimiste. J'ai galéré un peu, finalement comme tout le monde et j'ai travaillé dans plusieurs branches, mais toujours en décidant d'exercer tout nouvel emploi dans le respect du métier : ajusteur-mécanicien, fraiseur, employé de bureau, technicien de caisses de retraite complémentaire, prospecteur-placier à l'ANPE puis conseiller professionnel par concours ; j'ai repris mes études pour aller plus loin : j'ai donc fait une maîtrise en sciences de l'éducation : une longue bagarre s'en est suivie avec mon administration qui a tout mis en œuvre pour que je ne devienne jamais directeur d'agence ou cadre hiérarchique ni par promotion ni par concours : très logique si l'on sait que j'ai été responsable local de la CGT puis de FO toute ma carrière (22 ans) et que j'ai toujours dénoncé publiquement les tripatouillages de chiffres à l'ANPE, entre autres. J'ai quitté cette administration en 2006 et ai continué mes études en faisant un master de Lettres modernes, ce qui m'a permis d'enseigner sur des postes de non titulaire : instituteur en IME puis professeur de français contractuel en collège et lycée publics. Ma conception de l'enseignement (instruire et non « mater ») et de la laïcité (application stricte de la laïcité) a amené le rectorat, après quelques années, à ne plus me confier de remplacements en prétextant que j'avais atteint l'âge « légal » de la retraite à 62 ans et trois mois, donc en mars 2015. Depuis cette libération du salariat et de la pression hiérarchique, j'ai recouvré à nouveau ma liberté comme ce fut le cas à mes 18 ans quand je fus exclu de l'Armée pour insoumission, parce que j'avais humilié un sous-officier qui maltraitait mes jeunes camarades...

»

À la veille de la dernière élection présidentielle, je me retrouvais, comme beaucoup de Français de « gauche », contraint, de par les conséquences de la politique désastreuse des directions du mouvement ouvrier, de faire un choix entre le Macron honni et la Marine le Pen décriée... Que fallait-il faire pour que cesse la situation imposée aux travailleurs et même à toute la population et que puisse surgir une possibilité d'espoir pour la vraie démocratie ? Telle fut réellement la question posée et non le faux débat « démocratie contre extrêmes » que voulaient nous servir tous les défenseurs du statu quo politique et de la poursuite de l'inégalité sociale... M'adressant aux Gilets jaunes locaux, dont j'ai été un des animateurs, je déclarais que d'un point de vue purement tactique j'allais voter Marine le Pen. J'ai même commis un communiqué de presse, en direction de la Charente Libre et de Sud-Ouest, comme d'habitude non publié, dans lequel je disais : *« Il n'est pas habituel pour un militant syndicaliste et ex-secrétaire départemental du Parti des Travailleurs (donc classé à « l'extrême gauche » par les bien-pensants) d'appeler à voter pour quelqu'un de qualifié(e) « d'extrême-droite » par les médias... et pourtant je le fais et j'assume cette position, autant sur un plan strictement électoral que sur le plan stratégique. Je pense, contrairement à Mélenchon, Roussel, Jadot ou d'autres que voter Macron est une catastrophe pour nous tous, les ouvriers, les retraités, les hospitaliers, les enseignants, etc. Du côté de Macron on a déjà donné et perdu beaucoup. Macron n'a pas changé et ne changera jamais ! Il restera le Président de ceux qui méprisent les ouvriers, les sans-grades et les exploités. Il continuera à déverser des milliards vers les grands groupes et les riches et à piller la sécurité sociale. Il continuera de sacrifier l'hôpital, les services publics, l'enseignement, la laïcité, les retraites au nom de son « projet » antisocial. »*

J'ajoutais aussi : *« Autrefois candidat du Parti des*

*travailleurs aux élections législatives, militant actif depuis 45 ans et responsable syndical CGT ou FO (selon les affectations), j'ai toujours été un militant ouvrier affilié à la Quatrième Internationale et j'ai porté haut les couleurs de l'OCI, puis du MPPT, du Parti des Travailleurs puis du POI dans tous mes combats. Membre du POID (Parti Ouvrier Indépendant et démocratique) je viens d'en démissionner en raison de mon seul désaccord avec ses orientations en matière d'immigration et de laïcité. J'ai commis deux livres concernant les Gilets jaunes (« La culture des Gilets Jaunes » et « Gilets jaunes, de l'espoir à la désillusion – confidences d'un trotskyste tendance Rhazoui-Polony ») et un livre défendant la laïcité (« L'islam, nouveau cancer du mouvement ouvrier »). J'assume pleinement de continuer à combattre dans le camp de l'internationalisme et du mouvement ouvrier, donc du côté des travailleurs et des exploités. Je refuse cependant l'islamisation progressive de la société française et sa dérive antisociale. J'appelle donc sans ambiguïté à voter pour Marine Le Pen au second tour des élections présidentielles et j'accepte que ma position soit connue. »*

De mon point de vue, le marxisme et le combat contre l'exploitation de l'homme par l'homme sont indissociables de la lutte permanente contre tous les obscurantismes, les religieux en premier, qui visent à annihiler le libre arbitre de l'être humain et l'empêche de fabriquer sa propre histoire. Que ce soit de façon frontale ou de façon plus douce, « éducative » pourrait-on dire, ce combat est primordial et j'ai tenté de le montrer dans mon livre « *l'islam, nouveau cancer du mouvement ouvrier* » en me référant en particulier aux textes fondamentaux de Marx, Lénine et Trotsky.

Les « libres penseurs » de la FNLP et les islamo-gauchistes ont abandonné le combat pour la défense de la stricte laïcité, tout du moins ne n'appliquent-ils que dans un sens étroit, partisan, contre l'Église catholique, s'interdisant par ailleurs de lutter contre l'islam – je dis « islam »

parce que islam et islamisme ne sont pas antagoniques et sont bien les deux faces d'une même pièce – qui est du reste bien au-delà d'une religion un système politique incompatible avec notre histoire et nos acquis humanistes. La plupart d'entre eux, rejoints par les « wokistes », « néo-féministes » sectaires et autres idéologues « déconstructeurs » de tous bords, sont issus de ma propre famille politique et intellectuelle : je les combats avec d'autant plus d'acharnement que nous avons pendant des dizaines d'années combattu cet autre cancer idéologique et meurtrier que fut le stalinisme, cette perversion faussement dialecticienne, cette « syphilis du mouvement ouvrier », disait Trotsky, et que nous aurions dû, théoriquement, en retenir les enseignements pour éviter de tomber nous-mêmes dans les pièges grossiers de la contre-culture.

Le 17 août 2022, pour mieux préciser ma position, j'ai rendu public un manifeste dans lequel j'essayais de synthétiser mes positions :

D'abord **un constat global** : la France est désormais parvenue à un point de déliquescence quasi absolue entraînant dans sa chute tout ce qui avait pu faire, à une autre époque, sa grandeur et sa fierté : détérioration fatale de ses services publics, en particulier son hôpital, son école, sa sécurité sociale, mais aussi ses acquis culturels et historiques, la haute tenue d'éducation de sa population, etc. De l'exemple qu'elle pouvait inspirer, au bénéfice du progrès humaniste et universaliste, les politiciens de tous bords l'ont tirée depuis les années 80 vers un recul social et culturel difficilement imaginable à l'époque mais permettant aujourd'hui de mesurer l'immense dégât infligé à notre pays, ouvert désormais à tous les reniements et toutes les dérives semi-féodales ou ultra-libérales : ubérisation de la société et destruction des liens de travail, paupérisation et précarisation de notre jeunesse, augmentation sans limites des privilèges accordés généreusement et sans contrepartie aux

nantis, aveuglement systématique face aux dangers manifestes de l'immigration non contrôlée et subséquemment ouverture à la délinquance et à l'islamisation progressive. Les politiciens renégats, depuis 1982 avec le tournant dit de « la rigueur », tournant le dos aux aspirations du peuple français, ont progressivement et exponentiellement, avec la complicité des gouvernements successifs jusqu'à aujourd'hui, disloqué le cadre républicain de notre pays et détricoté tout ce qui avait pu être construit de positif pour notre peuple depuis 1945. Ceci est un fait et non une opinion.

Ensuite la **conviction que nul progrès social ni inversion idéologique n'est à attendre des politiciens en poste**, qu'ils fassent partie du personnel macronien ou qu'ils leur soient complices ou inféodés de par leur participation au fonctionnement anti-démocratique de la Ve République. Le deuxième mandat du Président Macron, entamé avec l'espoir que sa défaite relative aurait permis qu'un semblant de démocratie s'exprimât à l'Assemblée nationale et pût tempérer ou s'opposer aux plans anti-populaires du gouvernement, montre déjà que l'Assemblée-croupion reste définitivement et malheureusement une chambre d'enregistrement des volontés de l'exécutif. Il n'y a donc de ce côté rien à attendre ni pour sauver les services publics de la France ni pour redresser son économie ni pour améliorer le sort de la fraction la plus pauvre de sa population ni pour mettre un frein aux décisions supranationales de l'Union européenne. Il en va de même pour toutes les problématiques auxquelles tout un chacun est désormais exposé en permanence dans notre pays : l'immigration sauvage, l'islamisation, la délinquance, les agressions anti-policières, etc. L'ancienne boussole démocratique et laïque républicaine est désormais entièrement remplacée par le discours ultra-libéral et les dérives intellectuelles sectaires ou sommaires (café du Commerce ou wokisme).

Que donc, faute de continuer à « espérer » un énorme virage historique, politique ou révolutionnaire qui viendrait tous

nous surprendre, nous nous devons désormais de construire la **réponse politique face à un tel dilemme**. Nul ne croit actuellement, après une large discussion sur le « Que faire ? » que le salut puisse venir rapidement des objectifs politiques d'un quelconque parti politique fonctionnant ou pas dans le cadre des institutions de la Ve République. Pas davantage du côté de la démocratie syndicale que les graves atteintes à la représentation syndicale par les gouvernements des présidents Hollande et Macron semblent avoir réduite à un fantôme social.

**Le temps est donc à l'action**, mais sous un horizon indéfinissable... aucun groupement de Gilets jaunes, aucun parti, pas même l'ex-parti des travailleurs dont la moitié des militants (ceux du POI) ont rejoint les faussaires mélenchoniens pendant que l'autre moitié (ceux du POID) s'époumone à chercher une voix « royale » pour la reconstruction d'un front unitaire inaccessible. L'enjeu est posé de l'émergence graduelle de la résistance populaire qui ne se fera pas par la constitution d'un groupe ou d'un parti ni par toute autre organisation formelle. Elle n'existera a priori que par d'autres voies, voies que je tente d'explorer, sans succès jusqu'à présent. .

Depuis quelques mois, la situation a largement empiré : l'agonie de l'hôpital et ses morts dans les couloirs, la pédiatrie et ses insuffisances, les services psychiatriques et ses malades dérivant à l'extérieur de ses locaux, la délinquance étrangère s'affichant au grand jour, l'immigration incontrôlée, le wokisme à tous les étages, l'inflation galopante et le refus du gouvernement de bloquer les prix, les balades internationales de Macron pour légitimer son laisser-faire et le refus de contrer les politiques du Qatar et des pays du Maghreb, etc. Tout va à vau-l'eau.

Sur le plan civilisationnel et intellectuel on pourra aussi parler d'une extrême déliquescence, non seulement du débat intellectuel mais aussi du niveau intellectuel de notre

population...

Ainsi, il est un fait, aujourd'hui en France, que le libre échange d'idées, le simple « débat démocratique » dont les journalistes nous rebattent les oreilles – jusqu'à nous les rabattre -, la simple discussion, même, entre amis ou collègues, devient un risque, un enjeu, une menace, une impasse totale. De l'ouverture intellectuelle c'est-à-dire philosophique et historique que les anciens nous avaient léguée au cours des siècles, il semblerait que nous allions, à travers cette mode du court, du condensé, du vocal et même du primal, vers une extinction totale du sens, de la mesure, de la nuance tout simplement. La lumière qui éclairait nos cerveaux, notre imagination et notre soif de devenir, de nous construire jusqu'au-delà de nous-mêmes, tout cela se réduit jusqu'à l'inimaginable et commence à se couler misérablement vers l'inconcevable et l'impensable... Les oubliettes sacrées de la mémoire du temps se remplissent inexorablement de nos déchets toxiques. Les limites du sens s'effacent.

Quand je commençai à écrire mon dernier carnet de route intitulé « *Les années pourries* », je n'imaginai pas à quel point les années actuelles – celles de la décomposition politique, sociale donc aussi intellectuelle – atteindraient un tel niveau de non-retour. Car il y a, je l'affirme, un non-retour. Les ennemis ont cessé d'être des adversaires dont nous étions quelque part les faire-valoir et aussi fiers de jouter avec eux sur le terrain de la controverse idéologique. Il n'y a plus de controverse puisqu'il n'y a plus de profit à la discussion. Que de la haine, du cerveau reptilien, que de la moelle épinière dirait Einstein... Le discours n'est pas mort, non, il est pourrissant. Comme le système dont il est l'écho.

Quand il y a impasse intellectuelle et que le champ philosophique s'emplit de censure et d'anathèmes, il n'y a plus de liberté politique de conception d'autre chose ; il n'y a que de la guerre civile et du chaos en vue ; l'horizon libérateur se bouche et devient juste un terrain de chasse.



Nous allons tout droit à la fin des systèmes prétendument démocratiques.

Que faire, disait-il... Non, Lénine n'était pas Staline et Trotsky non plus... mais tout cela semble être une autre histoire, presque un conte, une historiette dont on aurait le droit de salir les pages et même de les lire à l'envers. Peu importe : nous sommes tous passés à autre chose... Tout ira à vau-l'eau et c'est tant pis, c'est comme ça. Z – le vrai, Zarathoustra – a raison, l'inhumain se pointe. Dans ce schéma-là, il n'y aura pas, pour un temps, place au rationnel, à l'argumentatif, au regroupement d'idées ; ça va *clasher*, c'est tout. Ne pas s'abandonner, ne pas abandonner, mais se préparer en se préservant : cela sera la condition du combat nouveau, ce combat pour lequel il ne faudra pas compter, pour un temps ai-je déjà dit, espérons-le, sur l'avis des masses, des détracteurs, des pseudo-penseurs ou « démocrates », des « chroniqueurs » et autres « influenceurs » qui galvaudent la pensée au nom de l'emploi qui leur est assigné de « chefs de projets » grassement payés de la pensée pourrissante.

Nous ne sommes plus, ou plus seulement – chacun choisira son positionnement mais je m'adresse ici surtout à mes amis – dans la période de « *l'imminence de la révolution* » (ouverte en 1968), elle-même inscrite – ce que l'on pourra admettre – dans le mouvement général de décomposition du capitalisme ouvert depuis 1914 avec l'impérialisme et la « période des guerres et des révolutions ». Pour le moins un nécessaire ajustement théorique et politique est nécessaire, faute de tomber dans la pensée autoritaire et non constructive.

Comme tous les militants de ma « famille » politique, j'ai combattu tout ce qui pouvait permettre aux gouvernements de faire reculer les droits sociaux et diviser les rangs des travailleurs. Comme eux j'ai défendu et défends toujours l'égalité républicaine, les services publics, les conquêtes ouvrières dont les syndicats, la sécurité sociale, les mutuelles, etc. Plus largement et comme eux j'ai défendu le

principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et donc combattu les guerres et toute tentative d'ingérence des pays impérialistes sur les pays pauvres. L'antiracisme, la laïcité, la défense et l'extension de tous les droits sont partie intégrante de ce combat.

Mais, comme eux aussi, j'ai assisté à la démoralisation des travailleurs face à la trahison de leurs directions syndicales et politiques, lesquelles ont persisté à refuser l'unité contre les méfaits des classes dirigeantes. Nous avons vu le PCF, le PS, LFI se coucher devant les manœuvres gouvernementales visant à « sauver » LEUR système (celui du capital et du profit) moyennant le pillage de la Sécurité sociale, les licenciements sous prétexte de Covid, la fin du repos dominical dans les commerces, la poursuite des fermetures de lits, la liquidation du Bac, etc. Nous n'avons pas encore vu toutes les conséquences catastrophiques de ces remises en cause bien que nous puissions déjà nous en faire une idée.

Cette démoralisation a conduit, pendant le mouvement des Gilets jaunes, à une débandade absolue : plus aucun parti politique se réclamant de la « gauche » n'a adopté une politique de rupture franche avec l'Union européenne ou avec le gouvernement. On a même assisté à un paradoxe inimaginable dix ans plus tôt : une grande partie des travailleurs se détournant des partis ouvriers au profit de Marine le Pen qui leur apparaissait (et encore aujourd'hui) comme une candidate plus honnête et plus combative dans la défense de leurs aspirations.

Dans le même temps une réalité incontournable est venue se greffer, non seulement dans la tête de ceux qui depuis longtemps ont lu « *Les territoires perdus de la République* » (2002) mais encore mieux, dans la bouche de ceux qui n'y croyaient pas auparavant : la montée de l'islam, des revendications musulmanes, de la violence islamique, de la délinquance des quartiers, bref, le danger de guerre civile à

terme. On pouvait enfin comprendre, excepté pour les êtres décidément bien bornés, que ces faits n'étaient pas des épiphénomènes ou des « vues de l'esprit » mais bien un mouvement de fond exigeant une réflexion et une action politiques.

Cette réflexion et cette action, je ne peux que souhaiter qu'elles fassent leur chemin dans les esprits égarés de mon camp politique.

**Patrick Loiseau**